

# ÉCONOMIE POLITIQUE

## **C**limat **Révolutionner les financements**

Le financement de l'atténuation du changement climatique, et de l'adaptation à ses conséquences, devait être au centre de la trentième « conférence des parties » qui a réuni au plus haut niveau 194 pays – en l'absence des États-Unis de Trump – à Belém, au Brésil, en novembre dernier.

Des mesures ont été adoptées, comme la création d'un fonds spécial pour les forêts tropicales doté de 5,5 milliards de dollars dont 20 % seront réservés aux peuples autochtones, ou le lancement d'un « plan santé de Belém » avec 300 millions de dollars dédiés à la santé climatique.

Mais, en dépit des attentes, l'obligation d'une sortie des énergies fossiles n'a pas été actée, et surtout, les objectifs adoptés en matière de financement – 1 300 milliards par an à l'échelle du monde d'ici 2035, dont 300 milliards seulement pour les pays en développement – sont bien en-deçà des milliers de milliards qu'il faudrait dépenser pour faire face aux besoins. Les souhaits d'une réforme des institutions financières

internationales sont restés sans traduction concrète. La conscience largement partagée de l'énormité du défi se heurte ainsi à l'insuffisance flagrante des moyens disponibles dans le cadre de la mondialisation capitaliste en crise. Ce contraste fait ressortir l'utilité des mobilisations sociales et politiques pour un ordre économique, financier et monétaire international de paix et de coopération.

La rencontre, organisée à l'initiative de la revue *Option Brésil*, de la Confédération unique des travailleurs de l'État de Pará, de l'Institut de recherche et d'études culturelles et environnementales de l'Amazonie (IPEASA) et notre revue, y a contribué en réunissant une grande diversité d'expert.e.s, économistes, syndicalistes, militant.e.s de 11 pays différents.

Ce dossier est consacré à rendre compte de ses travaux en reproduisant plusieurs des communications qui y ont été présentées.

Il s'ouvre sur les propos de Maria Luiza Lapa de Souza, animatrice de l'associa-



## PARTICIPANTS À LA RENCONTRE FINANCEMENT DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE : CHANGER POUR RELEVER LE DÉFI CLIMATIQUE

- Walber Abreu, géographe, écologiste, IPEASA, Université du Pará (Belém) (Brésil)
- Jacy Afonso, syndicaliste, Centrale unifiée des travailleurs (CUT), Brasilia (Brésil)
- Rosa Maria Alexandre, Réseau de développement durable Ecoamazonia (Brésil)
- Maria Ludetana Araújo, GEAMAZ / UFPA (Brésil)
- Félix Atchadé, directeur exécutif du centre de recherches sur le développement humain (CREDHU) (Sénégal)
- Luiz Awazu, Pereira da Silva, professeur à Sciences Po. Paris (Brésil et France)
- Marcelo Bentes Diniz, FACECON/PPGE/ICSAUFPA (Brésil)
- Márcia Bieri, Association helvète-brésilienne de soutien à l'Amazonie (Brésil)
- Frédéric Boccard, économiste, chercheur, Sorbonne Paris Nord, revue *Économie&Politique*, PCF (France)
- João Bosco Aguiar, Instituto Araguaia (Brésil)
- Yannis Bournous, vice-président du PGE (Parti de la gauche européenne) et dirigeant de SYRIZA (UE et Grèce)
- Nilza Verônica Campos Amaral Aguiar, Instituto Araguaia (Brésil)
- Cisalpina Cantão, IPEASA (Brésil)
- Jade Oliveira Chaic, (Brésil)
- Faustino Cobarrubia Gomez, économiste, CIEM, La Havane (Cuba)
- Anatolia Costa, Centrale Unique des Travailleurs (CUT) (Brésil)
- Fátima da Costa (Brésil)
- Thaíse da Silva Abreu, Comunidade (Brésil)
- Thamines da Silva Abreu, Comunidade (Brésil)
- Gilmar de Oliveira Bezerra, GEAMAZ / UFPA (Brésil)
- Débora de Souza Franco, GEAMAZ / UFPA (Brésil)
- Jean-François Deluchey, professeur à l'Université Fédérale du Pará, conseiller France Insoumise pour les Français de l'étranger (France et Brésil)
- Bárbara L.C.V. Dias, Université fédérale du Pará (Brésil)
- Patrícia do Socorro Ferreira Sena, Comunidade (Brésil)
- Fátima do Socorro Gomes Costa, IPEASA (Brésil)
- José Carlos dos Santos Oliveira, Département de l'Éducation / GEPPAM / UFPA (Brésil)
- Géssica dos Santos Rodrigues (Brésil)
- Denis Durand, directeur de la revue *Économie&Politique* (France)
- James K. Galbraith, économiste, professeur, Université du Texas, Austin (États-Unis)
- Julio C. Gambina, économiste, Attac Argentine (Argentine)
- Benoît Garcia, syndicaliste, secrétaire général CGT Finances France)
- Martin Guenther, économiste, Die Linke (Allemagne)
- Gladys Cecilia Hernandez Pedraza, économiste, CIEM, La Havane (Cuba)
- Akira Kasai, écologiste, ancien député, PCJ (Japon)
- Maria-Luiza Lapa de Souza, *Option Brésil*, PT (Brésil)
- Yohanna Lasmari Bieri, association helvète-brésilienne de soutien à l'Amazonie (Brésil)
- José Carlos Lima Costa, assesseur banque BNDES, ex député État de Belém, PT (Brésil)
- Gabriel Lopes da Fonseca (Brésil)
- Lígia Terezinha Lopes Simonian, Centre d'études avancées amazoniennes-NAEA/UFPA (Brésil)
- Carolina Magalhães, Institut pour le développement durable de l'Amazonie (Ideassu) (Brésil)
- José Miguel Martins Veloso, Écosite Paranaguá (Brésil)
- Gabriela Ramirez Mendoza, économiste écologue, chercheuse, UNAM, Mexico (Mexique)
- Carla Milena e Silva Oliveira (Brésil)
- Wellington Morais (Brésil)
- Tiago Nazareno Coutinho Nogueira (Brésil)
- Flávia Pessoa Monteiro, Centre d'efficacité énergétique d'Amazonie (CEAMAZON) (Brésil)
- Marcilana Pinheiro Moraes, Instituto Leiturando (Brésil)
- Ana Rute Pinto Brandao, *Option Brésil*, PT (Brésil et France)
- Ênio Pontes de Deus (Brésil)
- Erika Renata Pacheco Farias (Brésil)
- Mônica Ribeiro (Brésil)
- Ana Luiza Ribeiro Cabral, Association helvète-brésilienne de soutien à l'Amazonie (Brésil)
- Jesse Rodrigues, (Brésil)
- Antônia Salgado, Marche des Femmes noires (Brésil)
- Rodrigo Sabino Teixeira Borges, Secrétariat d'État de la planification et du budget de l'État de Tocantins (Brésil)
- Bárbara von da Costa Veloso, GENA Amazonie (Brésil)

Maria Luiza Lapa de Souza,  
membre du conseil éditorial d'Option Brésil

# ■ Rencontre Internationale de Belém, Brésil Financement de la transition écologique : changer pour faire face aux défis climatiques

Lors de cette rencontre, nous avons écouté diverses expériences locales, positives et négatives, qui montrent que le modèle financier actuel ne répond plus aux enjeux climatiques. Ces expériences allaient de l'existence de monnaies communautaires à des projets de recherche de pointe, tels que le développement de nouveaux matériaux à base de carapaces de crabes et de crevettes pour la production d'hydrogène vert. Dans toutes les interventions, une même urgence est apparue : la nécessité de mécanismes de financement pour l'éducation financière et environnementale, la formation professionnelle, l'accompagnement et l'adaptation aux changements climatiques, ainsi que la réparation des dommages socio-environnementaux. L'Association Option Brésil, l'une des organisatrices de cette rencontre, est une association de Brésiliens en France qui informe la communauté brésilienne et les amis français du Brésil sur l'actualité et les débats du pays. Elle édite le journal *Option Brésil*, qui donne une voix particulière aux femmes issues de populations traditionnelles.

La rencontre d'aujourd'hui est opportune et s'inscrit dans un processus commencé les 6 et 7 juillet derniers, lorsque nous avons organisé avec des partis politiques et syndicats, notamment la CGT et la CUT, au siège du Parti communiste français, un événement célébrant les 45 ans du Parti des travailleurs (PT) : « 45 ans du PT : dialogues entre le PT et les partis progressistes de gauche en France ». À cette occasion, nous avons débattu, entre autres, de l'hégémonie du dollar, du rôle des BRICS sur la scène internationale et de l'importance du multilatéralisme face à l'avancée de l'extrême droite.

La proposition de cette rencontre est à la fois stratégique et nécessaire. Elle naît naturellement, comme une continuité de ce dialogue politique et intellectuel initié en juillet. Elle représente aussi un moment de coopération entre la France et le Brésil, dans le contexte des commémorations des 200 ans de relations diplomatiques ininterrompues. Plus que de renforcer des liens historiques et politiques, cette rencontre ouvre un espace pour construire une alliance internationale solidaire, tournée vers la transformation des structures économiques et écologiques mondiales. Nous sommes, en effet, engagés dans un processus collectif de création

d'une monnaie internationale solidaire et démocratique, capable de financer la transition écologique et sociale et de remettre l'économie au service de la vie.

Pour cela, une vaste préparation culturelle, politique et institutionnelle est nécessaire, afin de permettre

une véritable transformation de paradigme : dépasser le modèle néolibéral – fondé sur l'exploitation de la nature et la marchandisation de la vie – et avancer vers un modèle qui préserve la vie, la dignité humaine et la planète. Cette nouvelle vision reconnaît que les enjeux climatiques sont aussi des enjeux de droits humains. Chaque pas accompli dans ce processus de réflexion et de coopération rapproche la France et le Brésil – et, avec eux, le monde – d'un avenir plus juste, durable et solidaire.

Nous souhaitons exprimer notre profonde gratitude à toutes les personnes présentes et qui ont participé par vidéo – leaders politiques, spécialistes, syndicalistes, économistes, écologistes et représentant-e-s de la société civile – qui ont accepté l'invitation et compris l'importance de ce débat.

Nos remerciements les plus sincères s'adressent également aux institutions qui ont rendu cette initiative possible : l'IPEASA, l'Université Fédérale du Pará (UFPA), la revue *Économie&Politique* du Parti communiste français (PCF), Mae Creoula, ainsi que l'association Option Brésil, organisation française dédiée à promouvoir le dialogue et à informer la communauté brésilienne vivant en France.



# III. Écologie, social et coopération : révolutionner le rôle de la monnaie et du crédit

*Intervention devant la réunion organisée par la Centrale unique des travailleurs du Brésil (CUT) à l'occasion de la COP30 le 4 novembre 2025.*

Jeudi et vendredi (6 et 7 novembre) se tiendra une réunion internationale sur le financement de la transition écologique. C'est une rencontre entre pays du Sud et du Nord, rassemblant écologistes, économistes et mouvements politiques, sociaux et syndicaux.

Le thème du financement sera central pour cette COP.

Les besoins de financements (totaux) sont évalués à 4,5 % du PIB mondial pendant 20 ans, soit 4 500 milliards de dollars. Mais cela ne compte que les investissements matériels. Or, il faut ajouter les dépenses pour les êtres humains : emploi dans les services publics (transports publics, éducation, énergie, recherche, entretien des forêts, gestion de l'eau, etc.), mais aussi formation-reconversion, ou encore protection sociale. Peut-être 3 000 milliards de dollars de plus.

Or, au mieux, actuellement, les engagements de financement par « transferts du Nord vers le Sud » sont de 300 milliards en 2030.

Le *gap* est donc gigantesque, entre 300 en 2035 et 7 500 pendant 20 ans !

Au sein de ces dépenses, plus que la moitié devrait aller aux pays en développement. Mais les besoins sont aussi considérables pour les pays développés... et ils ne sont pas couverts non plus.

En outre, sur le coût des financements pèsent les exigences (folles) de rentabilité, c'est peut-être un coût de 10 % ! Il provient du taux de profit exigé par les multinationales qui investiraient cet argent, mais aussi de l'exigence d'assurer la rentabilité des marchés financiers si ce sont eux qui financent, ou encore d'assurer la rentabilité des banques.

Or, les budgets publics sont écrasés par les dettes et leur financement par le marché (y compris le budget américain, voire celui de la Chine).

Tandis que, d'un autre côté, le financement par création monétaire mondiale est contrôlé par le FMI, qui est indépendant de l'ONU, et verrouillé par les États-Unis, même si ceux-ci se sont retirés des COP !

Quand on parle des besoins, on peut distinguer différents types de besoins : adaptation au changement climatique, limitation du changement, pertes de richesses et dommages aux populations. Il faut les prendre tous en compte. La présentation de cas et d'expériences concrètes dans notre première session permettra d'aider à documenter le type de besoins. Mais aussi le type de dépenses : dépenses matérielles *versus* dépenses humaines.

**Quelques mots sur les besoins écologiques :** urgence climatique, pollutions, biodiversité, écosystèmes, épuisement des ressources naturelles.

Nous devons entamer de nouvelles relations entre l'humanité et la nature. Nous devons, de toute urgence, prendre des mesures efficaces, avec un objectif clair : la neutralité carbone. Aussi, on doit aller vers une refonte écologique et culturelle de nos modes de production et de consommation. Pour cela, il faut changer profondément le comportement des entreprises et des banques ainsi que la culture dominante. C'est une raison de plus, par rapport aux raisons traditionnelles, pour changer. Pour moi, le défi écologique renforce et élargit nos combats au lieu de les décentrer.

**A** lors on pourrait dire qu'il y a d'autres défis : le défi social, l'emploi, la pauvreté, la transformation du travail, et l'émancipation.

Mais en réalité, social et écologie sont indissociables : car ce sont les femmes et les hommes qui construisent et construiront les solutions écologiques, par leur travail, leur inventivité et leurs exigences. Le « social » n'est pas un simple résultat en aval de l'activité économique, il en est un déterminant fondamental en amont, sinon ladite transition écologique échouera. L'emploi et les capacités humaines sont « causaux ». Ceci d'autant plus que la révolution tech-

nologique informationnelle donne un caractère décisif aux capacités des femmes et des hommes pour une efficacité productive d'un nouveau type, économique, sociale et écologique. Le « social » n'est pas l'accompagnement forcé et contraint pour « faire passer la pilule » auprès des peuples. Il ne doit pas non plus être le prétexte à subventionner les profits et à conforter les prix élevés sous prétexte de compensation des coûts. Enfin, une anticipation sociale des changements doit être pensée avec les intéressés.e.s, anticipation où les capacités humaines et l'emploi sont prioritaires et non le capital.

Donc, le défi écologique nécessite de relever le défi social. Ils sont tous les deux étroitement intriqués. C'est d'ailleurs aussi pour cela que répondre au changement climatique exige de s'attaquer à certains principes du capitalisme.

Considérer l'emploi, les droits des travailleurs et les services publics non seulement comme un résultat nécessaire mais aussi comme un levier décisif pour réussir la transformation écologique élargit le concept de « transition juste » défendu par les syndicats, notamment en Europe<sup>1</sup>. On pourrait parler de « transition juste élargie », ou de « transition juste et efficace ».

### On pourrait nous dire de même qu'un troisième défi évince le défi écologique : celui de la paix.

Mais en réalité le défi de la paix n'est pas seulement « contre » la guerre, c'est aussi « en positif » le besoin de coopération et de co-développement.

Mais précisément, une réorientation profonde de l'appareil productif, au service de l'écologie, c'est fondamental pour un monde de paix.

De même instaurer d'autres relations économiques internationales, entre les pays dits du Nord et ceux de l'Est du « Sud global », basées sur la coopération, le partage, le co-développement des biens communs, et de l'emploi est fondamental tant pour la paix que pour l'écologie. Il faut bien

coopérer, mettre des forces en commun, pour relever un défi qui est planétaire, donc commun. Cela commence par les bribes de gouvernance mondiale que les COP tentent d'instaurer.

Cela passe aussi par la remise en cause des traités actuels de libre-échange et d'investissement dont le but est le développement du commerce et des investissements internationaux, donc la guerre économique, voire la prédation financière et sur les ressources naturelles. Nous sommes en faveur de traités de maîtrise du commerce international et des investissements, dont le but serait le développement partagé de l'emploi et des biens communs. Le commerce international et l'investissement étranger ne seraient que des moyens subordonnés à ce but, et donc évalués et jugés par rapport à ce but.

Cela passe par un autre rôle des multinationales dans le monde.

Cela passe par un partage des technologies, tout particulièrement des brevets, et le refus du brevetage du vivant.

Donc les trois défis sont liés : écologie, social et paix-coopération.

### Des principes communs pour répondre au triple défi

C'est pourquoi répondre à ces trois besoins appelle une démarche commune : inverser les logiques en partant de l'emploi et de la formation. L'investissement matériel doit venir en accompagnement et en appui de ceux-ci, mais il ne doit plus dominer.

De cette façon on commencerait à changer profondément « l'offre », la production, tant la production des entreprises que la contribution des services publics, et on soutiendrait simultanément la demande, c'est-à-dire les revenus et le pouvoir d'achat – mais une toute autre demande, tournée vers une autre relation avec la nature et vers les services publics.

Mais l'ampleur des besoins de dépenses (plusieurs milliers de milliards de dollars pendant 20 ans) pour répondre au



défi climatique montre que l'on ne peut pas s'en sortir uniquement en prélevant sur les richesses existantes – ce que fait la fiscalité, même si elle était profondément réformée. L'approche dominante actuelle est de faire appel aux marchés financiers qui pourraient, prétend-on, apporter les financements. Or non seulement ils n'apportent pas ces financements, mais surtout ils mettent des conditions qui s'opposent à la réussite des projets : la priorité au capital et à son accumulation, donc des taux de rentabilité élevés et une pression contre l'emploi, la formation, les salaires, les dépenses de services publics.

Alors, nous dit-on, on pourrait aider et appuyer les marchés financiers, en compensant leur rentabilité insuffisante, en prenant en compte « le risque ». Mais d'une part c'est cette conciliation sociale-libérale que l'on pratique depuis des décennies, d'autre part ce n'est pas cela qui va imposer de partir des besoins d'emploi et de vie, c'est-à-dire d'inverser la logique et enfin cette prise en compte du risque a un coût qui peut être gigantesque et prohibitif, d'autant qu'elle repose sur une acceptation des exigences et évaluations des marchés financiers. Pensons par exemple au pétrole. Faut-il garantir les manques à gagner de profits des géants pétroliers et la perte de valeur de leurs capitaux ? Ou bien sécuriser les personnes employées dans ces multinationales, ainsi que s'attacher à soutenir les revenus des territoires et pays concernés ?

Pour toutes ces raisons, le sujet central de l'initiative que nous prenons est celui du besoin d'avances massives pour des dépenses en faveur du climat. Des avances, non par les marchés mais par création monétaire. C'est-à-dire qu'on émet de la monnaie pour faire les dépenses nécessaires et que cette monnaie, ces avances, sont remboursées ultérieurement par la croissance d'activité qu'elle permet de générer. À condition, précisément, qu'il s'agisse d'une activité saine et que ces avances ne soient pas prédatrices. Il faut donc s'assurer d'une part que les avances sont correctement utilisées, ceci par tout un volet sur les pouvoirs démocratiques de suivi de l'utilisation de l'argent. Il faut s'assurer d'autre part que ces avances ne sont pas prédatrices de richesses, c'est-à-dire les faire à taux très bas, proche de 0 %, et s'assurer qu'elles ne soient pas prédatrices de la nature, donc qu'elles respectent des critères écologiques. Compte tenu des montants en jeu, seule une véritable monnaie commune mondiale, alternative au dollar, pourrait permettre le financement par création monétaire partagée des services publics, de la protection sociale et du développement de l'emploi dans l'ensemble du monde. Cela nécessite une réforme profonde des institutions financières internationales, tout particulièrement le FMI en changeant profondément sa gouvernance et en étendant sa mission à ce financement, par création monétaire à partir des DTS (droits de tirages spéciaux) étendus.

Cela, nous ne sommes pas les seuls à le dire. Ainsi Rebecca Thissen, de Climate Action Network, a récemment déclaré que « Toutes les institutions financières, comme le FMI ou la Banque mondiale, sont entre les mains des pays du Nord. La transition climatique se jouera d'ailleurs aussi à ce niveau-là, avec une réforme du système financier. On ne réglera pas tous les problèmes aux COP. »<sup>2</sup>

Mais nous avons aussi Joseph Stiglitz, prix dit Nobel d'économie, qui insiste sur la nécessité d'une création monétaire mondiale commune *via* les droits de tirage spéciaux (DTS) pour les biens communs mondiaux, dont le climat<sup>3</sup>.

C'est dire le rôle clé, décisif, des banques comme des banques centrales pour répondre au triple défi social, écologique et de coopération. Cela exige une autre sélectivité de la politique monétaire et du crédit bancaire que celle

de la rentabilité financière. Cette sélectivité reposerait sur des critères et conditions précis, suivis et contrôlés : développement de l'emploi et des revenus, économie de matières et diminution des pollutions, création efficace de valeur ajoutée. Elle reposerait deuxièmement sur l'organisation d'une contribution des banques centrales et des institutions financières mondiales au financement à taux très bas des dépenses pour les services publics.

Ces questions sont fortes de conséquences potentielles importantes pour notre activité syndicale, nos revendications, nos missions professionnelles et notre travail militant interprofessionnel. Elles sont porteuses d'une transformation sociale profonde.

1. « Une transition juste signifie transformer l'économie d'une manière équitable et inclusive pour garantir le maintien et la création d'emplois de bonne qualité » (IndustriALL, Manifeste pour une transition juste)

2. *Le Monde* du 15 juin 2025.

3. « L'organisation politique du monde permet-elle de servir l'intérêt général de la planète ? », Joseph Stiglitz, in *L'Avancée des biens publics – Politique de l'intérêt général et mondialisation*, Jean-Philippe Touffut (dir.), Albin Michel, 2006, p. 181-202.



**Jacy Afonso,**  
ancien responsable du syndicat des salariés des banques,  
affilié à la Centrale unique des travailleurs brésiliens

# ■ ■ ■ ■ Pour une transition écologique juste : défis et alternatives au système financier international

La version originale de cette intervention peut être consultée sur le site de la revue Forum : <<https://revistaforum.com.br/debates/2025/11/10/por-uma-transio-ecologica-justa-desafios-alternativas-ao-sistema-financeiro-internacional-por-jacy-afonso-191682.html>>.

Il est essentiel de débattre du **financement vert** et du crédit pour la reconstruction de la planète, mais cela exige de s'attaquer, de manière structurelle, au **système financier international**. Aujourd'hui, le **FMI** occupe toujours une place centrale dans la gouvernance économique mondiale, conditionnant les politiques budgétaires et monétaires, en particulier dans les pays du **Sud global**. Les expériences récentes montrent que ses programmes, souvent liés à des objectifs d'austérité, peuvent limiter les investissements publics essentiels et aggraver les inégalités — une critique

récurrente parmi les économistes progressistes, les syndicats et les mouvements sociaux. Parallèlement, le débat s'intensifie, y compris au sein des *think tanks* progressistes et des réseaux internationaux de gauche, sur la nécessité de **réformer le mandat du FMI** pour y intégrer la **justice sociale**, une **transition écologique juste**, la lutte contre la faim et le **travail décent** comme piliers, et non comme externalités. Le président Lula a souligné l'importance de revoir le rôle de cette institution, parmi d'autres, qui « perpétuent un *Plan Marshall* à l'envers, où



Crédits : David Alberto/Pexels.

DOSSIER

les économies émergentes et en développement financent le monde développé». C'est dans cette direction que nous devons orienter notre action.

Aujourd'hui, le secteur productif voit sa part diminuer dans les PIB nationaux en raison de la financiarisation de nos économies. Nous avons besoin d'une nouvelle conférence internationale pour replacer la liberté et la dignité humaines au centre, tout en repensant le rôle du FMI et de la Banque mondiale. Dans ce contexte, l'initiative de la Banque des BRICS représente une nouveauté pertinente, car elle ouvre la voie à des alternatives de financement mieux alignées sur les priorités du Sud global.

## Affronter l'hégémonie du dollar

Un autre point crucial consiste à affronter l'hégémonie du dollar dans les transactions internationales. Rompre avec ce monopole et valoriser d'autres monnaies dans le commerce mondial renforcerait l'autonomie économique des pays et réduirait leurs vulnérabilités aux crises de changes. De même, il est urgent de taxer les ultra-riches. La mise en place de mécanismes comme la taxe Tobin (taxation des transactions financières) et un impôt minimum mondial sur les grandes fortunes et patrimoines serait une étape importante pour décourager la spéculation et financer des politiques environnementales et sociales.

Prendre soin du climat ne doit pas signifier oublier la faim. C'est pourquoi le leadership du président Lula est stratégique: non seulement pour la COP30 et l'agenda climatique, mais aussi dans la lutte pour éradiquer la faim, comme le Brésil l'a de nouveau démontré en menant des politiques sociales qui lui ont permis de sortir de la Carte de la faim (*Mapa da Fome* établie par la FAO, qui recense les pays où plus de 2,5 % de la population souffre d'insécurité alimentaire grave). Le financement vert et le crédit pour la transition doivent s'accompagner de réformes institutionnelles. Le Brésil dispose d'expériences qui peuvent y contribuer.

## Le rôle des banques publiques

En premier lieu, les banques publiques jouent un rôle fondamental: la BNDES, la Banque du Brésil, la Caixa Econômica, la Banque de l'Amazonie et la Banque du Nord-Est. Nous devons rétablir leur mission de développement et ne pas les subordonner à la logique de rentabilité des banques privées. Ce n'est pas un hasard si, lors de la crise de 2008-2009, ces banques ont amorti le choc externe — et transformé un «tsunami» en une simple «vaguelette», selon l'expression de Lula. Leur performance a été décisive pour préserver l'emploi et les investissements.

Nous avons également progressé dans la démocratisation de la gouvernance: il existe une représentation des travailleurs dans les conseils d'administration d'entreprises publiques comme la Banque du Brésil, la Caixa et la BNDES — une initiative à laquelle j'ai participé. Cela renforce la transparence et l'engagement social. Nous devons aller plus loin en intégrant des représentants de la société civile, du secteur productif, de l'industrie, de l'agriculture et des services dans ces conseils, afin que les banques publiques reflètent pleinement l'intérêt général.

## Monnaies sociales et transition écologique

Sur le plan monétaire, le Brésil a accumulé des expériences avec les monnaies sociales et les banques communautaires, qui dynamisent les économies locales et ren-

forcent le commerce dans les territoires. Nous pourrions même envisager une «monnaie verte» pour financer la transition écologique et la reconstruction environnementale. Cependant, il est indispensable de contrôler la chaîne productive associée à ce crédit: financer le reboisement n'a aucun sens si sa mise en œuvre repose sur du travail dégradant ou analogue à l'esclavage — des pratiques que le Brésil combat fermement. Tout financement doit inclure des garanties socio-environnementales robustes, une traçabilité et des critères de travail décent.

Nous devons également garantir la qualité de l'investissement: les ressources approuvées doivent parvenir aux petits producteurs, aux coopératives et aux initiatives locales, et ne pas se perdre dans les intermédiaires, les cabinets de conseil ou la bureaucratie. C'est pourquoi, au-delà des COP, il est essentiel de renforcer les conférences de l'OIT pour faire du travail décent un axe central de toute transition.

## Propositions pour une action syndicale internationale

Je propose que la CUT (Centrale unique des travailleurs) et, en particulier, les syndicats de banquiers, établissent un partenariat international pour formuler des propositions concrètes sur:

- La réforme de la gouvernance financière internationale.
- Le renforcement des banques publiques.
- La création de mécanismes de taxation juste.
- Les monnaies alternatives.
- Les instruments de crédit avec garanties sociales et environnementales.

La rencontre qui a débattu du financement de la transition écologique pour changer et relever le défi climatique à Belém est comme un diamant taillé au milieu d'une exploitation minière brute d'idées: une pierre précieuse qui trace des voies dans une conjoncture complexe.



# IV. Le capital privé ne peut pas assurer une transition juste ; il est temps d'emprunter la voie publique

À l'occasion de la COP30, les représentants de l'organisation syndicale internationale pour la démocratie énergétique (TUED, Trade Unions for Energy Democracy) ont publié la déclaration ci-dessous.

Belém, Brésil. Représentant des dizaines de millions de travailleurs du Sud, plus d'une centaine de syndicats et d'alliés syndicaux ont appelé les décideurs de la COP 30 à Belém, au Brésil, à reconnaître la nécessité d'un changement radical de politique, passant d'un cadre axé sur les investisseurs et le profit à une approche publique. Signée par de nombreuses centrales syndicales nationales, ainsi que par la Confédération syndicale internationale pour la région Afrique (CSI-Afrique), la Confédération syndicale des Amériques (CSA) et l'Internationale des services publics (ISP), la déclaration des syndicats du Sud renforce l'engagement pris par le Congrès mondial de la

Confédération syndicale internationale (CSI) de lutter pour la récupération de la propriété et du contrôle publics de l'énergie.

«La récupération de l'énergie est essentielle à une transition juste, car le Nord continue de promouvoir un programme de privatisation dans les pays du Sud. Non seulement cette approche est socialement régressive, mais elle s'est également révélée inefficace en tant que politique climatique», a déclaré Lala Peñaranda, coordinatrice de la TUED pour l'Amérique latine, qui a annoncé la déclaration des 100 syndicats lors d'une réunion le 19 novembre dans la zone bleue de la COP30 à Belém. «La principale raison pour laquelle les objectifs en matière d'émissions et de financement climatique ne sont pas atteints est que les politiques néolibérales placent des espoirs injustifiés dans le capital privé, alors que ce qu'il faut, c'est un modèle de biens publics mondiaux ancré dans un programme de récupération et de restauration des services publics», a déclaré M<sup>me</sup> Peñaranda.

## Le Mécanisme d'action de Belém (BAM) et le leadership du Sud

Les syndicats et leurs alliés ont travaillé d'arrache-pied lors de la COP30 pour tirer le meilleur parti des négociations. Ils se sont concentrés sur la promotion d'engagements solides autour du Mécanisme d'action de Belém (BAM) pour une transition juste. Le G77 + Chine, l'Union africaine, les pays les moins avancés (PMA) et l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS) figuraient parmi ceux qui soutenaient un BAM solide, bien qu'un certain nombre de pays riches (dont l'UE, le Royaume-Uni et l'Australie) se soient opposés à un nouveau mécanisme. «Outre l'accent mis sur la nécessité de reconnaître les droits fondamentaux des travailleurs et la justice climatique, les discussions sur le BAM nous ont donné l'occasion d'insister sur la nécessité de s'éloigner des approches axées sur les investisseurs qui, de toute évidence, ne permettent pas d'opérer une transi-



tion, qu'elle soit juste ou non», a déclaré M<sup>me</sup> Peñaranda. «De nombreux syndicats, en particulier ceux du Sud, estiment qu'une approche «publique» est susceptible de permettre une transition véritablement juste, contrairement au cadre politique actuel.» Selon elle, cette perspective doit occuper une place plus importante dans les revendications syndicales lors des prochaines COP et dans d'autres espaces multilatéraux.

Alors que la COP 30 touche à sa fin, les syndicats du Sud continueront de s'opposer au programme de «privatisation pour décarboniser» des pays riches, une politique qui a donné naissance à plusieurs partenariats pour une transition énergétique juste (JETP), chacun visant à renforcer le rôle du secteur privé tout en sapant la propriété et le contrôle publics.

Lors du forum mondial «Unions Live from COP 30» organisé par TUED le lundi 17 novembre, les représentants syndicaux présents à Belém ont évoqué le dynamisme des mouvements sociaux tant à la COP qu'au Sommet des peuples. Présentant la crise de la politique climatique néolibérale, Sean Sweeney, du TUED, a exhorté les syndicats à être vigilants face aux efforts de Bill Gates, Jeffrey Sachs, Tony Blair et d'autres membres de l'élite mondiale qui appellent à une «réinitialisation climatique». «Cela revient à admettre que le cadre politique climatique néolibéral a échoué. Mais au lieu de reconnaître cet échec, ils veulent abandonner les engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris», a déclaré M. Sweeney. «C'est inacceptable et les syndicats



et leurs alliés doivent s'y opposer. Mais la meilleure façon de résister est que les syndicats et les mouvements sociaux proposent une nouvelle architecture politique fondée sur les biens publics mondiaux, l'internationalisme progressiste et la coopération non commerciale.»

Pour en savoir plus sur la crise actuelle de la politique néolibérale et la nécessité d'une alternative publique menée par les pays du Sud, consultez le dernier document de travail du TUED intitulé «Vers un nouvel ordre énergétique international».



# V. De Kédougou à la scène mondiale : plaidoyer pour une justice climatique équitable

C'est depuis Kédougou, au sud-est du Sénégal, que je veux faire commencer ce propos adressé aujourd'hui, dans le cadre de la COP 30 à Belém, à tous celles et ceux qui cherchent à redonner sens au mot justice dans la lutte climatique.

Entre les collines du pays bassaris et les rives de l'Amazone, il y a plus qu'une distance géographique : il y a une parenté de combat. Ce qui nous relie, c'est une même résistance au modèle économique qui épuise les hommes et la nature, une même volonté de défendre la vie contre les logiques d'accumulation et de prédation.

Il y a un an, j'ai eu la chance de participer, à Kédougou, à la *Climate School 2024*, organisée par la Fondation Rosa Luxemburg et la Plateforme nationale des acteurs pour une justice climatique (PNA-JC). Ce fut un moment d'apprentissage collectif, un espace de dialogue entre des acteurs venus de tout le Sénégal, mais aussi du Mali, de Guinée, de Gambie, d'Afrique du Sud et d'Allemagne. Nous y avons pris la mesure d'une évidence : la crise climatique n'est pas seulement une affaire de degrés Celsius ou de fonte des glaces, c'est une crise de justice et de souveraineté, où les peuples les moins responsables du désastre supportent le poids le plus lourd.

L'expérience de Kédougou m'a profondément marqué, parce qu'elle condensait les contradictions du monde : une région riche en or, en forêts, en eaux, mais appauvrie par l'exploitation ; un territoire porteur d'avenir, mais menacé par un développement sans contrôle. Dans ces paysages blessés, on comprend que le climat n'est pas une question abstraite : il est la condition même de la vie, et donc de la dignité humaine.

De Kédougou à Belém, la question demeure : comment transformer la lutte climatique en un projet de justice universelle ? Comment faire de la transition écologique non pas un marché de plus, mais un nouveau pacte mondial de solidarité, fondé sur la responsabilité, la réparation et la coopération ?

C'est dans cet esprit, fort de cette expérience africaine, que je voudrais aborder aujourd'hui la question du dérèglement climatique, non comme un simple phénomène naturel, mais comme le symptôme d'un déséquilibre historique entre les nations, les classes et les continents.

## Le dérèglement climatique : une injustice globale

Le réchauffement climatique n'est plus une hypothèse scientifique ; c'est une tragédie déjà en cours. Les régions tropicales et sahéniennes en paient le prix le plus lourd alors qu'elles ont le moins contribué au problème.

Entre 1750 et 2021, l'Europe et l'Amérique du Nord concentrent l'essentiel des émissions cumulées de CO<sub>2</sub> issues de la combustion des énergies fossiles, selon les données du Global Carbon Project. L'Afrique, elle, reste mar-

ginale dans cette responsabilité historique – mais elle se trouve au front de l'impact.

On le voit partout : inondations meurtrières en Afrique du Sud ; crues dévastatrices au Niger, au Tchad, au Nigeria ; déplacements massifs de populations ; destruction des cultures ; insécurité alimentaire. Ceux qui ne réchauffent presque pas la planète voient leurs maisons partir dans l'eau.

Cette asymétrie est le cœur de ce qu'on appelle l'injustice climatique.

Dès lors, la justice climatique ne peut pas être réduite à un geste humanitaire du Nord vers le Sud. Elle exige la reconnaissance d'une dette écologique et historique contractée contre les peuples du Sud. Et cette reconnaissance doit se traduire matériellement.

## Kédougou : un miroir africain des contradictions écologiques

Kédougou, extrême sud-est du Sénégal, bordée par les collines bassaris et irriguée par le Falémé, est un laboratoire à ciel ouvert de ce qui se joue aujourd'hui entre climat, ressources et souveraineté.

La région est riche : or, eau, biodiversité, terres agricoles, cultures vivrières.

Elle est pauvre : infrastructures de base insuffisantes, services publics sous-dotés, inégalités criantes.

Pourquoi cette contradiction ?

À cause d'un modèle extractiviste qui présente l'exploitation minière comme une « chance » et laisse en héritage des forages contaminés, des sols retournés, des cours d'eau asphyxiés. Le Falémé, dont l'eau fait vivre des milliers de personnes, prend une couleur rougeâtre inquiétante : ce n'est pas une métaphore, c'est une alerte.

L'orpaillage industriel et artisanal nourrit des familles aujourd'hui, mais hypothèque l'avenir de toute la région.

Les terres vivrières reculent devant les sites miniers ; les cultures se raréfient ; l'insécurité alimentaire s'installe. Or pas de justice climatique sans sécurité alimentaire locale.

Ajoutons un autre risque : l'arrivée d'intérêts extérieurs massifs sur les ressources crée une pression sociale, démographique, foncière. Sans médiation publique équitable, sans État garant de l'intérêt général, cette pression devient un carburant pour les conflits, pour les trafics, pour toutes les aventures déstabilisatrices.

Kédougou nous rappelle ceci : l'écologie n'est pas un luxe. C'est une condition de paix.

## Repenser la transition : pour une justice climatique décoloniale

Un des débats les plus vifs de la *Climate School* portait sur le fameux « capitalisme vert ».

Le capitalisme vert prétend résoudre la crise climatique sans toucher aux rapports de puissance qui l'ont produite. Il promet des solutions technologiques, mais il les vend. Il parle « transition juste », mais dans la même phrase exige ses brevets, ses droits de propriété intellectuelle, ses marchés carbone.

Au fond, il nous dit : « Nous vous louons la planète, mais à nos conditions. »

Pour nous, ce n'est pas acceptable.

Nous disons : la transition climatique ne doit pas être une nouvelle forme de dépendance. Les technologies indispensables à l'adaptation – irrigation économe, énergie décentralisée, matériaux de construction bas carbone, systèmes d'alerte climatique – doivent devenir des biens publics mondiaux, libérés du verrouillage par les droits de propriété intellectuelle.

Parce que si les pays africains doivent payer pour s'adapter à des dégâts qu'ils n'ont pas causés, alors ce n'est pas une transition : c'est une double peine.

## Financer la justice climatique : sortir de la dépendance financière

Mais il faut aller plus loin. Il ne suffit pas de partager la technologie, il faut financer la transformation sociale qui va avec. C'est ici que tout se joue politiquement.

Quand nous parlons de justice climatique, nous ne parlons pas seulement de « panneaux solaires dans les villages ».

Nous parlons de repenser les villes africaines, pour qu'elles soient vivables malgré la chaleur extrême.

Nous parlons de produire localement ce que nous consommons – matériaux de construction, intrants agricoles résilients, systèmes énergétiques décentralisés – et de ne plus importer à prix fort ce que nous pourrions fabriquer nous-mêmes.

Nous parlons d'infrastructures publiques adaptées : eau potable sécurisée, réseaux de drainage anti-inondations, transports collectifs sobres, agroécologie soutenue par l'État, régénération des sols, protection des bassins fluviaux, relocalisation des activités industrielles propres.

Tout cela a un coût. Et ce coût ne peut pas être laissé aux mécanismes actuels de financement, parce que ces mécanismes ont été conçus précisément pour empêcher ce type de souveraineté.

Aujourd'hui, on nous dit : « Financez votre transition sur les marchés financiers internationaux. »

Traduction : émettez des eurobonds en dollars, au taux fixé par d'autres, acceptez des primes de risque coloniales, puis remboursez avec votre sueur budgétaire.

On nous dit aussi : « Respectez les critères du FMI. »

Traduction : limitez vos déficits, réduisez vos dépenses publiques, privatisez ce qui peut l'être et surtout, ne touchez pas à l'architecture monétaire qui vous tient.

Ce modèle est intenable, parce qu'il pose une contradiction mortelle : on exige des États africains qu'ils investissent massivement pour l'adaptation climatique – mais on leur interdit d'investir massivement.

Nous devons dire clairement : la justice climatique ne sera pas financée par les mêmes dogmes qui ont produit l'injustice climatique.

Concrètement, cela veut dire :

- Création d'outils publics de financement du climat, à l'échelle nationale, régionale et continentale, capables d'investir avec des horizons longs, sans logique de rentabilité immédiate.

- Monétisation souveraine du développement écologique : poser la question du droit à la création monétaire, pour financer la vie et non la dette.

- Conditionnalité inversée : faire peser les obligations sur les pollueurs et les multinationales, pas sur les peuples.

- Accès direct des collectivités territoriales aux financements climatiques : parce que la justice climatique commence là où la vie s'organise.

En résumé : pas de justice climatique sans souveraineté financière.

Si nous restons prisonniers de la logique des marchés financiers et du FMI, nous aurons une transition climatique administrée depuis Washington et Francfort, pas depuis Kédougou.

## Pour une politique du commun écologique

La justice climatique ne se décrète pas dans les communiqués diplomatiques ; elle se construit au ras du sol, là où les gens vivent, cultivent, puisent l'eau, élèvent leurs enfants.

À Ithiar Bendia, un chef de village nous a dit cette phrase magnifique : « Ce que nous faisons à la rivière, la rivière le fera à nos enfants ». Cette phrase contient une éthique, une philosophie et un programme. Elle dit qu'il n'y a pas d'avenir si les écosystèmes sont sacrifiés.

Elle dit que la lutte écologique n'est pas un luxe de militants urbains, mais une lutte de survie pour les communautés rurales, les pêcheurs, les éleveurs, les femmes qui gèrent l'eau, les jeunes qui cherchent un avenir ailleurs parce que leur sol ne les nourrit plus.

C'est pour cela qu'une alliance nouvelle doit se construire entre :

- Les mouvements sociaux.
- Les scientifiques.
- Les collectivités locales.
- Les gouvernements qui ont le courage de rompre avec la facilité extractiviste.

De Kédougou à Belém, du Niokolo-Koba à l'Amazonie, c'est la même bataille : reprendre la main sur nos territoires, nos ressources, nos choix de développement. C'est ce que j'appelle la souveraineté écologique.

## Conclusion : faire du climat un bien commun mondial

La semaine passée à Kédougou m'a convaincu d'une chose simple : la crise écologique n'est pas un accident du système. Elle est la preuve que le système actuel détruit ce qui rend la vie possible.

Face à la marchandisation du vivant, il faut opposer la solidarité des vivants.

Face à la spéculation sur le carbone, il faut opposer une politique du commun.

Face au chantage financier, il faut opposer une souveraineté collective assumée.

Le fleuve Falémé, que l'on voit rougir, nous parle. Il nous dit : si nous ne changeons pas les règles du jeu, il n'y aura plus de jeu.

Notre responsabilité, à nous Africains, n'est pas seulement de dénoncer. Elle est d'annoncer. D'annoncer ce que nous voulons bâtir :

- des villes adaptées au climat à venir ;
- une production endogène qui cesse de dépendre des chaînes d'approvisionnement néocoloniales ;
- des finances publiques libérées du corset des agences de notation et du FMI ;
- des territoires qui cessent d'être des zones de sacrifice pour devenir des foyers de souveraineté populaire.

La justice climatique n'est pas une option. C'est notre droit. Et c'est désormais notre programme.

# VI.

Julio C. Gambina,  
président d'ATTAC Argentine

## L'Argentine et le pillage des biens communs : le rôle du FMI, du Trésor et du gouvernement des États-Unis

Merci beaucoup pour l'invitation, Frédéric, et pour avoir réuni ce groupe d'intellectuels et de professionnels pour une discussion qui est stratégique en ce moment.

Nous avons peu de temps, je vais donc faire une présentation très concrète, en pensant à mon pays, l'Argentine, et à la situation actuelle. Nous discutons ici des besoins financiers et du changement climatique, et l'Argentine traverse actuellement un problème historique qui se développe depuis un demi-siècle : la dette publique. Une dette publique qui est devenue une hypothèque pour l'ensemble de la société argentine, générant des paiements d'intérêts qui, année après année, rivalisent avec les besoins de dépenses sociales, comme la santé, l'éducation et bien d'autres domaines.

À l'heure actuelle, l'Argentine est financée directement par le Trésor des États-Unis, et même indirectement – par l'intermédiaire du Trésor et du gouvernement américain – par le Fonds monétaire international (FMI). Dans cette dynamique impliquant le Trésor, le gouvernement et le FMI, il y a aussi une décision des banques transnationales d'assister l'Argentine, actuellement gérée par J.-P. Morgan. La question que beaucoup se posent dans le monde, y compris aux États-Unis – à un moment où le gouvernement américain est menacé de *shutdown* – est la suivante : pourquoi cette volonté de financer l'Argentine en pleine crise mondiale ? Pourquoi ce soutien financier à l'Argentine ? Il y a des raisons à la fois politiques et économiques.

Parmi les raisons politiques, nous pouvons mentionner comment l'extrême droite mondiale – ou une faction de celle-ci, dirigée par Donald Trump – a besoin que le gouvernement d'extrême droite argentin, dirigé par Javier Milei, devienne un fer de lance pour la politique étrangère des États-Unis dans toute la région. Principalement au Chili, où les élections ont lieu dans quelques jours, les États-Unis, tout-puissants, souhaiteraient que le Chili devienne aussi fonctionnellement subordonné à leur politique étrangère que l'Argentine l'est actuellement. Il en va de même pour la Colombie, où une forte pression politique est exercée

afin que, lors de la transition présidentielle de l'année prochaine, la Colombie revienne dans le giron de l'influence hégémonique des États-Unis – une influence qui a permis l'installation de multiples bases militaires américaines sur son sol.

L'Argentine est le seul parmi les cinq pays relativement plus développés à être totalement subordonné à la logique du gouvernement américain. Le Brésil et le Mexique, les deux plus grands, ne le sont pas entièrement ; ni le Chili et la Colombie, qui suivent l'Argentine en taille relative. Les raisons politiques ou géopolitiques tiennent à cette intention des États-Unis de réaffirmer leur pouvoir dans la région face à leur principal concurrent mondial, la Chine, dont la présence commerciale, économique et financière s'est accrue dans toute l'Amérique latine.

### Pour l'impérialisme, les ambitions politiques sont inséparables des objectifs économiques

Mais il y a aussi des raisons économiques. Celles-ci sous-tendent, par exemple, le siège militaire imposé au Venezuela. La question économique est que les États-Unis cherchent à dominer et à s'approprier les biens communs de l'Argentine et de la région – ses ressources naturelles, pour utiliser une terminologie traditionnelle.

Bien sûr, nous parlons de l'Argentine et des États-Unis, gouvernés par des présidents qui nient le changement climatique. Ils n'ont donc aucun scrupule à avancer dans l'exploitation des ressources naturelles – le pillage des biens communs. Historiquement, l'Argentine et les États-Unis ont été des économies concurrentes, non complémentaires. Pourtant, dans cette troisième décennie du XXI<sup>e</sup> siècle, elles sont devenues complémentaires – car les États-Unis ont besoin de piller les biens communs de l'Argentine. Ils ont besoin de s'approprier l'eau abondante de la Patagonie, essentielle pour développer les nouvelles technologies, pour les centres de données indispensables aux technologies



émergentes comme la *blockchain* et les monnaies numériques. Les États-Unis ont besoin de la Patagonie : son climat froid, son eau, son uranium, son énergie et ses terres. C'est pourquoi un soutien financier est nécessaire : pour garantir que l'extrême droite reste aux commandes de la gestion capitaliste de l'Argentine. Ce sont des raisons politiques et économiques qui expliquent l'intervention du gouvernement américain pour renforcer la dépendance de l'Argentine – et celle de toute la région – afin de réaffirmer le rôle dominant que jouent les États-Unis en tant qu'État le plus puissant du capitalisme mondial, ainsi que leur influence au sein des organisations internationales, en particulier financières.

Tout comme les États-Unis ont défini en 1944 un système financier fonctionnel à leur domination – par le biais de leur monnaie nationale, le dollar – aujourd'hui, en 2025, ils cherchent à restructurer les relations internationales. Pour ce faire, ils rompent avec les normes traditionnelles, agissent unilatéralement en appliquant des sanctions et tentent de réorganiser leur « arrière-cour », l'Amérique latine et les Caraïbes, afin de se doter de meilleures conditions économiques et politiques pour leur dispute hégémonique mondiale face à la Chine.

C'est pourquoi, à l'approche de la COP 30, cette discussion est si importante : il est essentiel que les peuples eux-mêmes définissent leurs propres priorités pour restructurer l'économie et la société mondiales en fonction de leurs besoins et de leurs intérêts.



# VIII

James K Galbraith,  
professeur à l'Université du Texas, Austin

## Remarques à la Conférence COP 30 Belém, Brésil, 7 novembre 2025

J'apprécie l'opportunité de dire quelques mots ce matin, bien qu'ils puissent s'avérer décevants. Ma perspective est, autant que possible, relativement sceptique et agnostique. Réaliste quant aux motivations humaines, institutionnelles et nationales, sceptique face aux grands projets, et agnostique sur les questions scientifiques qui font régulièrement l'objet de débats.

Jusqu'à présent, je n'ai vu aucune preuve que la consommation énergétique mondiale puisse être contrôlée, ou qu'elle le sera un jour. Le facteur dominant de la réduction des émissions de carbone humaines est, autant que je sache, la substitution de gaz naturel riche en hydrogène au charbon, un combustible de haute qualité qui sera utilisé bien avant que les réserves de charbon ne soient épuisées. Il me semble donc que l'atténuation, plutôt que la prévention, doit être l'activité prioritaire. C'est déprimant et défaitiste, mais la réalité est déprimante lorsque la défaite est imminente.

Cela dit, si la prévention est globale et indirecte, l'atténuation est locale, imaginable, potentiellement réalisable et c'est donc un sujet raisonnable de discussion économique. Je peux donc en parler en tant qu'économiste, laissant les questions scientifiques et techniques à d'autres plus compétents. Si donc il y a un projet, comment peut-il être réalisé ?

Ma réponse à cela – encore une fois au service du réalisme – est de ne pas s'attendre à être financé de l'extérieur. Les revendications de justice sont éloquentes, mais la justice est un bien de luxe et ne se distribue pas sous forme de charbon pour se chauffer, ni ne peut être extraite par la force morale ou physique. Les subventions seront au mieux symboliques, les prêts sont historiquement et habituellement épuisants, et les institutions financières internationales ont depuis longtemps alloué leurs priorités à la stabilité du système financier mondial. Ce n'est pas un hasard si la réduction massive de la pauvreté dans le monde qui s'est produite est principalement due à la Chine, et au-delà de la Chine, à la fourniture de prix élevés des matières premières stimulés par la demande chinoise, ainsi qu'à des gains sociaux positifs en Amérique latine et en Afrique, de temps en temps. Je ne cherche pas à minimiser ces réalisations, mais elles ne se sont pas produites grâce à un financement généreux de New York, Londres ou Paris.

Bien au contraire, mes recherches ont montré que l'augmentation des inégalités dans la plupart des pays, en particulier entre 1980 et 2000, pendant les années de mondialisation, était une conséquence directe du régime financier mondial :

taux de rendement élevés, crises financières, crises monétaires. On ne peut pas s'attendre d'un régime attaché à imposer cela au monde qu'il vienne au secours du climat ou de toute autre cause. Je n'ai pas besoin de mentionner ce qui motive l'intérêt récent des États-Unis pour le Venezuela. Alors, réalisme – et avec ambition –, que pouvez-vous faire ? L'expérience chinoise montre l'importance de l'indépendance nationale, de la capacité de planification technique et de l'autofinancement protégé par des contrôles des capitaux. Si la Chine avait assoupli les contrôles des capitaux et cédé le contrôle de son secteur financier il y a 30 ans, elle ne serait jamais parvenue à sa position actuelle – et elle n'aurait pas non plus été capable des mesures environnementales en cours, bien que le réalisme m'incite à croire que les motivations de la Chine étaient la réduction de la pollution atmosphérique locale catastrophique et la dépendance au pétrole étranger, plutôt que la réduction du CO<sub>2</sub> mondial, qui ne s'est pas produite.

En Amérique latine, en Afrique et dans certaines parties de l'Asie, le problème est compliqué par la fragmentation politique, par les influences extérieures, ainsi que par l'intégration dans la finance mondiale et les élites compradore. Vos problèmes, à vous de les résoudre, politiquement et transnationalement. Le financement régional d'initiatives régionales, derrière des barrières de capitaux régionales, est une possibilité. Le Mexique révolutionnaire l'a emporté contre des créanciers prédateurs au siècle dernier – c'est donc possible. Et lorsque vous aurez consolidé votre unité financière régionale, soutenue par un système bancaire régional, vous pourrez peut-être l'appeler le « BRICK », ou encore le « SUR-REAL ».

Merci et bonne chance.

**Barbara L.C.V. Dias**

Université Fédérale du Pará (Brésil)

# VIII. Altérités et enclaves institutionnelles : pour une politique des communs

Bonjour à tous. Je remercie Maria Luiza Lapa et Ruth Brandão pour leur invitation. Aujourd'hui, nous allons discuter d'un des thèmes les plus urgents de notre époque : **le financement de la transition écologique**. Mais nous allons l'aborder sous un angle sociopolitique.

Le titre de notre conversation est : « Altérités et enclaves institutionnelles : pour une politique des communs ».

Nous partons d'un postulat fort : **le modèle néolibéral et financiarisé n'est pas neutre**. Il s'agit en réalité d'une

**machine de guerre** qui promet un nouveau type d'enfermement. Et la cible de cet enfermement n'est pas seulement la terre ou une ressource naturelle, mais l'altérité elle-même, c'est-à-dire la diversité des existences. Les indigènes, les Noirs, les femmes, les pauvres ne sont pas seulement exploités ; ils sont pris au piège d'une logique qui les réduit à une **identité fonctionnelle** : une ressource à exploiter, un problème à gérer ou une menace à neutraliser.



**Comment fonctionne ce piège ?** Il n'est pas spontané. Il est opéré par des **mécanismes institutionnels** très concrets : l'État qui précarise la vie, le système financier, les contrats extractivistes. Ces mécanismes nous imposent une **dette qui n'est pas seulement financière**. C'est une dette subjective et ontologique : vous êtes considéré comme un « débiteur » simplement parce que vous existez, parce que vous occupez une place qui, selon cette logique, ne serait pas « la vôtre ».

## Une « guerre totale » pour le contrôle de la vie

Ce processus d'avancée du capital sur des territoires et des corps historiquement marginalisés, afin d'en extraire de la valeur, est ce que nous appelons l'**expropriation**. Et la forme contemporaine de cette expropriation est une guerre totale (ou ce que Laval appelle le néofascisme).

Comme l'a défini Deleuze, cette « guerre totale » a subi une mutation. Elle ne se déroule plus sur le champ de bataille conventionnel. Elle s'est déplacée vers une **guerre socio-biologique et économique pour le contrôle de la vie**. Ses caractéristiques sont les suivantes :

1. **Elle est permanente et sans fin** : une « guerre continue » normalisée sous une paix institutionnelle apparente.
2. **Elle est dirigée contre la population** : son objectif est le contrôle et l'exploitation totale de la vie, ce que nous appelons le biopouvoir.

3. **Elle est menée par le langage** : elle corrompt le sens de mots tels que « paix » et « guerre », en utilisant une rhétorique belliciste pour naturaliser la violence structurelle.

Les cibles de cette guerre ne sont plus seulement les terres agricoles. Ce sont **les données personnelles, les services publics, les connaissances, nos corps et notre temps**. C'est une « barrière » qui s'étend à tous les domaines de la vie.

Exemple concret :

Lorsque nous disons que la maison est devenue un champ de bataille, pensons aux emplois qui ont été transformés en « essentiels » par les décrets de Bolsonaro pendant la pandémie et exercés principalement par des personnes racialisées qui, pendant la pandémie, ont été contraintes de prendre des risques dans les transports publics pour servir les classes moyennes en télétravail. Leurs corps ont été littéralement hiérarchisés comme jetables.

Cette guerre se matérialise à travers trois mécanismes principaux :

– **L'État en tant qu'agent d'expropriation** : il agit pour tout transformer en marchandise, de la santé à l'éducation, et crée un état d'exception permanent pour mettre en œuvre des mesures d'expropriation sous prétexte d'« urgence ».

– **La production de sous-classes** : la guerre-expropriation nécessite la production de corps exploitables et jetables, comme nous l'avons vu dans la hiérarchisation des corps pendant la pandémie – une néropolitique évidente.

Cela peut également apparaître dans le microcrédit accordé aux femmes des quartiers périphériques, qui est vendu comme un moyen « d'autonomisation », mais qui, dans la pratique, se transforme généralement en piège. Elles assument seules le risque de l'entreprise, tandis que le système financier s'approprie le travail communautaire qui existait déjà, transformant la solidarité en dette.

– **L'appareil de sécurité internalisé** : la société se militarise, et la « guerre contre la drogue » ou « contre le terrorisme » sert, dans la pratique, de guerre non déclarée contre les populations précarisées et racialisées.

Dans ce contexte, la **financiarisation**, par le biais de l'endettement, est le mécanisme central d'extraction de valeur. Il est donc essentiel de souligner que les mécanismes de

financement de la transition énergétique ne peuvent pas suivre la même logique prédatrice.

Face à ce contexte d'enclosures généralisé, la politique des communs n'est pas seulement une gestion collective des ressources. C'est une réponse politique directe.

## Étendre la logique du commun au-delà des micro-pouvoirs

Qu'est-ce que le commun ?

C'est la pratique de l'autogestion d'une communauté sur ce qui est essentiel à sa vie. C'est la création d'espaces d'expérimentation d'une sociabilité qui n'est pas médiatisée par la dette.

Exemples concrets :

– **Communs énergétiques** : communautés produisant et gérant leur propre énergie renouvelable.

– **Communs urbains** : jardins communautaires, occupations, bibliothèques autogérées ;

**Exemples** : Dans la **favela de Bela Vista dans l'État du Pernambuco**, les habitants ont construit un système de citernes et de gestion communautaire de l'eau qui défie la logique de la marchandisation. Ce n'est pas de la charité : c'est de l'autogestion. Quant aux **communautés quilombolas de la vallée de Ribeira**, elles produisent de l'énergie solaire par le biais de coopératives, montrant que la transition énergétique peut être populaire et non corporative.

La grande question est la suivante : comment étendre cette logique au-delà des micro-pouvoirs ?

La réponse réside dans une stratégie sur plusieurs fronts :

1. **Le pouvoir des communs** : l'autogestion directe, la construction d'espaces de sociabilité non capitalistes. C'est la base, la racine.

2. **La force de la régulation sociale** : contester et transformer l'État. Nous pouvons considérer les services publics – santé, éducation, énergie – comme des biens communs gérés démocratiquement. Imaginez un système public d'énergie solaire décentralisé, géré par des conseils communautaires, avec une logique d'utilisation et non de profit.

3. **L'intelligence de la gestion des connaissances** : utiliser des outils pour renforcer l'autonomie. Créer des systèmes d'information communautaires pour surveiller les territoires ou promouvoir l'innovation ouverte en agroécologie, en empêchant les entreprises de s'approprier le savoir.

Exemple : lorsque des entreprises ont **breveté des semences indigènes** que les agriculteurs développaient depuis des siècles, cela a constitué une appropriation du savoir. La réponse ? Des maisons de semences communautaires où le savoir est libre – c'est la gestion des communs en pratique ! L'expropriation tente de donner une « forme » à l'Autre. La politique des communs est une **brèche dans cette forme**. C'est le geste d'une communauté qui refuse d'être réduite à un « débiteur » et qui, collectivement, invente d'autres formes de vie.

La crise que nous vivons n'est donc pas seulement économique ou écologique. C'est une **crise de reproduction sociale**, une **guerre contre la vie**, menée par le biais de l'enfermement institutionnel.

**La politique des communs** est le nom de cette résistance qui va au-delà de la défense. C'est la construction, ici et maintenant, de territorialités autonomes où **la vie, et non le profit, est au centre**.

Défier les enclosures signifie donc créer un commun, régler en faveur de la vie et partager le savoir. C'est dans cette articulation entre le micro-pouvoir local et le macro-pouvoir transformé que réside la force de désenclaver notre avenir.

*Jean-François Deluchey,  
professeur à l'Université fédérale du Pará (Brésil), conseiller  
(France Insoumise) pour les Français de l'étranger*

# IX. Dette et transition écologique : les communs comme réponse

Depuis les années 1970-1980, le mode de production capitaliste est façonné par un nouvel art de gouverner appelé néolibéralisme. Le néolibéralisme promeut un État qui sert de variable d'ajustement au marché, mobilisant les ressources fiscales pour consolider et maximiser l'accumulation de capital, imposer la forme-entreprise à tout collectif humain (hôpital, école, université, famille, etc.), financiariser et transformer tout et tous en marchandises, et, par conséquent, l'évaluation, la hiérarchisation et la dévalorisation des vies humaines selon le critère de leur utilité pour le marché.

Avec la crise climatique et énergétique, et une population en croissance exponentielle qui a déjà dépassé les 8 milliards et pourrait approcher les 10 milliards d'ici 30 ans, l'idée s'est imposée à la classe dominante que la pénurie va créer des conflits et des catastrophes mondiales qui ne pourront être évités par aucun organe de gouvernement mondial.

L'écologiste conservateur Garrett Hardin, père de la théorie de la tragédie des biens communs, avait déjà défendu en 1974 l'idée que les pays et les groupes sociaux les plus riches ne pouvaient plus aider les pays et les groupes so-



ciaux les plus pauvres. Selon Hardin, si la solidarité s'inspirait du christianisme ou du marxisme, elle conduirait au chaos mondial et rendrait impossible le maintien de la vie humaine sur la planète. Les riches doivent donc se protéger des catastrophes en abandonnant les plus pauvres au risque de mort.

## Du « choix de la guerre civile » au « néolibéralisme »

En 2017, le sociologue des sciences Bruno Latour nous mettait en garde : les super-riches ont abandonné toute idée de composer un monde commun. En 2021, Bárbara Dias et moi-même avons contribué au livre *Le choix de la guerre civile* avec Pierre Dardot et Christian Laval et d'autres membres du Groupe d'études sur le néolibéralisme et les alternatives, GENA-International (2017) et GENA-Amazonie (2024). Dans cet ouvrage, nous affirmions que le néolibéralisme était fondé, à l'origine, sur l'idée de guerre civile. Bárbara Dias et moi-même avons déjà évoqué en 2020 l'existence d'une guerre totale et continue contre les corps et les territoires considérés comme moins utiles au marché. En d'autres termes, pour garantir la vie de certains, il fallait que d'autres meurent.

J'appelle cette nouvelle gouvernamentalité « néolibéralisme » : il s'agit d'un ensemble normatif de dispositifs qui poursuivent la stratégie principale du mode de production capitaliste, c'est-à-dire accumuler et concentrer la richesse par l'exploitation massive des corps humains et l'abjection des corps « autres », considérés comme excédentaires du point de vue de la stratégie néolibérale du capitalisme.

Mais comment procéder à une annihilation progressive de la partie considérée comme « excédentaire » de l'humanité ? Comment déterminer la faible utilité d'un groupe social, d'une population, d'un peuple ou d'un territoire pour les processus de concentration et d'accumulation du capital ?

C'est là qu'intervient la dette : c'est l'accumulation de capitaux, ou leur manque, c'est-à-dire le fait d'être créancier ou débiteur de capitaux, qui détermine si votre vie doit être protégée, exposée au risque ou exterminée par tous les moyens possibles. Certains dispositifs néolibéraux sont bien connus : la guerre contre la drogue (Rio de Janeiro), les pesticides, les politiques anti-migratoires, les guerres pour le contrôle des ressources naturelles dans le Sud global, et même le fondamentalisme religieux.

Les mécanismes de la dette, comme l'ont souligné Marx, Nietzsche et Maurizio Lazzarato, fonctionnent comme des instruments de hiérarchisation radicale, de subjectivation, de contrôle et d'exploitation des groupes et des territoires, ayant un impact global sur la vie des populations vulnérables (populations et peuples traditionnels, Noirs, femmes, « pauvres », etc.).

Pour s'opposer à cette nouvelle guerre civile totale et continue, Silvia Federici, Pierre Dardot et Christian Laval proposent de renverser le modèle de production capitaliste néolibéral, en retirant les possibilités de vie en commun de la sphère de la marchandisation des vies. Pour instaurer un commun, une communauté devrait miser sur son auto-gouvernement et s'opposer à la logique capitaliste d'appropriation des ressources et des territoires, d'expropriation et d'exploitation des corps. L'institution de communs offre une perspective pour repenser les défis du financement de la transition écologique de manière socialement juste et non prédatrice.

## Nouvelle monnaie commune mondiale et nouvelles formes de subjectivité

Il me semble que la proposition de création d'une nouvelle monnaie mondiale solidaire et démocratique pour le climat a beaucoup à voir avec l'institution d'un nouveau commun. Cependant, nous devons mener une réflexion collective sur la relation entre les fonds de financement de la transition écologique et la capture des subjectivités par le mécanisme de la dette, considérée comme la faute, la culpabilité, le péché ultime de la religion capitaliste. Une solution serait d'inverser la logique de la dette comme moyen de soumettre les individus, les groupes et les territoires à la logique prédatrice du capitalisme néolibéral. Ainsi, la nouvelle monnaie mondiale serait l'occasion d'influencer de nouvelles formes de subjectivités et de nouvelles stratégies qui obligeraient les populations et les territoires touchés à se transformer en communautés intéressées par la solidarité, la justice sociale, le respect de l'environnement et les pratiques d'autogouvernance démocratique. Comme le dirait Agamben dans son « éloge de la profanation », l'objectif pourrait être de « profaner » la logique consacrée du néolibéralisme afin de faire du capital et de la monnaie des moyens d'imposer un monde toujours plus commun, juste, solidaire, démocratique et confiant en son avenir.



Yiannis Bournous,

Vice-président, Parti de la gauche européenne

# X. Pour une transition où la finance sert les populations et la planète

Nous nous trouvons à un carrefour. La crise climatique n'est pas seulement une question environnementale : c'est une crise de justice, de démocratie et de l'avenir de nos sociétés. À l'approche de la COP30, il est évident que le modèle actuel de financement climatique international est en échec. Les promesses faites sont trop modestes face à l'ampleur du défi, et les voix des citoyens et des pays du Sud global sont trop souvent marginalisées.

Ma vision de l'action climatique repose sur trois principes fondamentaux : **la démocratie, la justice et l'investissement public**. La transition vers un avenir durable ne peut être laissée aux marchés ou aux intérêts privés. Elle doit être un processus collectif et transparent, où les institutions démocratiques et les communautés façonnent les politiques qui affectent leurs vies.

Nous devons dépasser le cadre obsolète qui oppose le Nord global au Sud global. La crise climatique est un défi commun, et les solutions doivent l'être aussi. Cela signifie rejeter la logique du profit et donner la priorité aux besoins des populations et de la planète.

## Propositions concrètes pour la COP30

### Investissement public massif dans les infrastructures vertes

– Nous demandons une **directive européenne juridiquement contraignante pour une transition juste**, garantissant qu'aucun travailleur, aucune communauté ni aucune région ne soit laissé pour compte dans le passage vers une économie durable.

– **Relever l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre de l'UE de 55 % à 65 % d'ici 2030** et avancer la date de la neutralité climatique de 2050 à **2035**.

### Propriété publique de l'énergie et des biens communs

– **Remplacer le système actuel du marché de l'électricité** en privilégiant la propriété publique de la production d'énergie renouvelable et en découplant entièrement les prix de l'électricité des marchés du gaz.

– **Accélérer les investissements publics massifs** dans le solaire, l'éolien et les projets énergétiques communautaires, en proposant des modèles d'énergie verte aux ménages et aux petites entreprises à des prix abordables.

### Contrôle démocratique et participation citoyenne

– Le financement climatique doit être soumis à un **contrôle démocratique et à la participation des communautés**, garantissant transparence et responsabilité.

– **Créer un Fonds climatique** allouant des fonds internationaux à faible taux d'intérêt, avec des critères contraignants privilégiant des résultats climatiques et sociaux concrets.

### Formation professionnelle et création d'emplois

– **Mobiliser un effort mondial** pour la formation professionnelle dans les métiers de l'économie verte et garantir un soutien aux travailleurs en transition.

– **Veiller à ce que la transition crée des emplois de qualité**, avec des salaires équitables et une protection sociale.

### Solidarité mondiale et coopération internationale

– **Construire un réseau durable** de mouvements sociaux, syndicats, intellectuels et partis politiques engagés pour tenir les dirigeants de la COP responsables à chaque étape.

– **Placer la création monétaire pour le climat au cœur des négociations de la COP30**, avec un engagement immédiat à augmenter les financements pour répondre aux besoins réels – et non à des objectifs artificiels.

## En conclusion : un appel à l'action

À l'occasion de la COP30, nous devons marquer le début d'un véritable changement : **une transition où la finance sert les populations et la planète**. Nous appelons les dirigeants mondiaux, la société civile et chaque délégué de la COP30 à prendre des engagements historiques et à nous rejoindre pour forger l'avenir écologique et démocratique que l'humanité exige.

L'appel proposé lors de cette réunion exprime l'urgence et les idées pour une autre voie en matière d'économie mondiale, de commerce international et de financement de la transition verte. C'est pourquoi je joins ma voix et signe cet appel. **Car il n'y a pas de Planète B** : nous devons promouvoir un **Plan B** pour remplacer le système dominant actuel, qui est en échec.

# XI ■ Belém, table ronde des économistes

## Une proposition pour des financements solidaires, à la hauteur des besoins

Je tiens à vous remercier tous et toutes pour votre participation à cet événement et à cette table ronde.

Elle est l'occasion d'un échange de points de vue entre des économistes des pays du Sud et du Nord liés à des mouvements sociaux, à des syndicats, à des partis de gauche ou progressistes.

Elle est provoquée par trois motivations : une urgence, une ampleur, une structure sociale qui génère de graves problèmes pour un « bon » fonctionnement.

L'idée est de discuter d'une proposition, ou d'une ligne de propositions.

### L'urgence

L'urgence, c'est le changement climatique et le réchauffement planétaire qui s'accroissent drastiquement.

– Nous devons réduire les émissions mondiales de GES (gaz à effet de serre) afin d'atténuer le réchauffement climatique.

– Nous devons également traiter les conséquences et les dommages du réchauffement climatique.

Afin de réduire significativement les émissions de GES, la transformation est centrale : l'industrie + la production de chaleur et d'énergie représentent 40 % des émissions mondiales de GES. Cela nécessite un financement pour des dépenses profondément différentes de celles qui dominent aujourd'hui :

- Un nouveau type d'investissement matériel.
- Une formation massive des personnes et, éventuellement, des reconversions pour les accompagner.
- Beaucoup de recherche et de R & D pour inventer et élaborer de nouveaux processus de production, ainsi que pour de nouveaux produits ou services.
- Une compensation de la perte de revenus des personnes si leur activité disparaît.

Cela implique, d'une part, de l'argent pour l'investissement mais aussi, d'autre part, de l'argent pour les « dépenses humaines », c'est-à-dire les dépenses pour les personnes : formation, protection sociale (comme le maintien des revenus), éducation, création d'emplois dans les activités en amont comme la recherche et les services publics, ainsi

que la création d'emplois et davantage de dépenses d'emploi dans les nouvelles activités de production.

Pour faire face aux conséquences et aux dommages du réchauffement climatique – comme l'élévation du niveau de la mer, la multiplication d'événements climatiques violents, ou simplement l'adaptation à une planète plus chaude – nous avons également besoin de types de dépenses différents.

### L'ampleur

Le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a estimé les dépenses nécessaires à 4,5 % du PIB mondial, soit 4 500 milliards de dollars par an pendant 20 ans. Mais cela ne couvre que les investissements matériels. Or nous devons aussi ajouter les « dépenses humaines », qui représentent peut-être 3 000 milliards de dollars de plus par an. D'où un total de 7 500 milliards de dollars ; dont plus de la moitié pour les pays en développement.

Or, pour le moment, les COP ont un début d'accord pour un fonds de 300 milliards de dollars d'ici 2030 (une seule année) : l'écart est énorme par rapport aux 7 500 milliards de dollars par an pendant 20 ans. De plus, dans l'accord provisoire, le Fonds serait alimenté par des transferts du Nord vers le Sud. Bien sûr, des transferts sont nécessaires, mais l'ampleur montre que nous ne pouvons pas réussir uniquement de cette manière, ni pour le Sud, ni pour le Nord. Nous avons besoin de beaucoup plus. Il faut donc faire les choses différemment.

C'est la raison pour laquelle nous avons besoin de création monétaire.

Cela signifie émettre des avances monétaires pour financer les dépenses nécessaires. Ces dépenses vont, ou devraient, générer une meilleure activité et un revenu global qui permettront de rembourser les avances et au-delà, en évitant une inflation trop forte. En outre, cette nouvelle et meilleure activité évitera certains dommages et dépenses énormes qui pourraient être dus à un réchauffement accru de la planète.

C'est un aspect de la proposition. Mais cela peut fonctionner ou non... à cause de la structure sociale !

Nous devons donc nous y attaquer, si nous voulons réussir. Ce sont les autres aspects de la proposition.

### La structure sociale

La structure sociale, ici, ce sont les relations entre les pays et le type de dépenses réalisées au sein des pays.

a) Pour les relations entre les pays, on pourrait dire : chaque pays, ou zone du monde, doit faire son travail. Mais c'est une vision trompeuse. Pour deux raisons :

– Si on ne se soucie pas de la contribution d'un autre pays au réchauffement climatique, cela a un effet sur son propre pays, car nous vivons sur la même planète.

– Il n'est pas exact de dire que ce sont les « pays » qui font des dépenses. Une grande partie des dépenses sont réalisées – ou non – par les entreprises, en particulier les entreprises multinationales.

Nous devons donc le faire à l'échelle mondiale. Le climat est un bien commun mondial.

Et nous devons le faire en modifiant le comportement des entreprises.

C'est un défi difficile, mais tout à fait nécessaire.

Pour ce qui se passe à l'intérieur des pays, en effet, ce que nous expérimentons maintenant, dans nos pays, montre plus ou moins que lorsque de l'argent est émis, son utilisation est monopolisée par les grandes entreprises, et que cet argent va aux dépenses en capital, bien plus qu'aux dépenses humaines et aux dépenses en protection sociale et services publics. Pourtant, elles sont absolument nécessaires. Et cet argent va principalement aux pays du Nord plutôt qu'aux pays du Sud, alors que l'essentiel de l'humanité vit dans les pays du Sud. Ce n'est pas normal, encore que le financement ne devrait pas non plus se faire au détriment du Nord, où il y a aussi des besoins.

C'est-à-dire que la question des critères d'allocation de l'argent, et des critères d'utilisation (capital *versus* dépenses humaines + services publics) est décisive.

### Des moyens concrets de transformer radicalement les institutions monétaires internationales

Quelques mots sur le fonctionnement actuel. Le FMI, actuellement, peut utiliser les DTS (droits de tirage spéciaux) pour procéder à une émission monétaire dans un ensemble de monnaies, selon ses conditions. Les DTS sont un panier de plusieurs devises (dollar américain, euro, renminbi chinois, yen, livre sterling) et le FMI peut décider d'établir un montant de droits de tirage dans ces différentes monnaies pour les pays. C'est donc un embryon de monnaie commune mondiale.

Mais il y a plusieurs problèmes :

– Ces droits ne sont pas accordés à un taux d'intérêt de 0 %, mais à un taux indexé sur le taux du marché.

ils sont alloués à chaque pays selon des critères qui font que les pays du Nord reçoivent l'essentiel.

– Il n'y a pas de critères pour l'utilisation de l'argent à des fins écologiques ou de dépenses humaines. Et pire, quand il y a des critères, ce sont les conditions désastreuses des tristement fameux « plans d'ajustement structurel », c'est-à-dire l'austérité, des modèles axés sur les exportations et la

diminution des services publics et des dépenses sociales (y compris un filet de sécurité sociale limité).

L'idée de la proposition serait d'utiliser la matrice des DTS, mais :

– En élargissant l'ensemble des devises composant le panier.

– Avec des critères d'allocation aux pays différents, tenant compte de la taille de la population et de l'ampleur des catastrophes possibles.

– À un taux d'intérêt très bas, proche de 0 %, et/ou modulé, la baisse dépendant des résultats en termes d'émissions équivalentes en CO<sub>2</sub>.

– Alloués aux banques centrales nationales s'ils sont utilisés pour des crédits aux investissements et à la R & D des entreprises qui réduisent les émissions de GES et/ou pour des réparations écologiques, ou pour financer des services publics écologiques (train, foresterie, ...).

Cela ne générerait pas seulement des dépenses publiques parallèlement aux dépenses des entreprises, ce qui pourrait ne faire que compenser leurs dépenses sans changer leur contribution à la lutte contre le réchauffement climatique, surtout concernant les grandes multinationales. Mais ce serait un levier pour changer l'investissement des entreprises (les grandes entreprises) elles-mêmes, *via* un crédit à taux plus bas, sélectivement orienté. Et cela doit être contrôlé et suivi démocratiquement et en toute transparence.

Cela pourrait être l'objectif.

Au-delà, il faudrait transformer la « gouvernance » du FMI, en particulier les droits de vote des pays, qui devraient intégrer leur poids dans la population mondiale, et l'intégrer dans le FMI et la Banque mondiale sous l'égide d'une ONU refondue (actuellement ils sont indépendants de l'ONU), et pour l'écologie sous le PNUE (programme des Nations Unies pour l'environnement) et l'UNFCCC<sup>1</sup>, exactement le contraire de la position du rapport à l'Assemblée annuelle du FMI de 2024 d'Axel Weber et Joachim Lévy (respectivement ancien gouverneur de la Bundesbank et ancien ministre brésilien des Finances), qui préconisent de confier la coordination de l'UNFCCC et des autres institutions impliquées au FMI et à la Banque mondiale, en particulier en raison... de la qualité de leur gouvernance ! Disons surtout que cette dernière est autoritaire et accorde au FMI un droit de veto, de fait, aux États-Unis qui y disposent de 16,53 % des droits de vote alors qu'une décision y requiert 85 % des voix.

Nous pourrions avoir plusieurs étapes pour parvenir à l'objectif que j'ai dessiné. En particulier, des accords entre plusieurs pays du Nord et du Sud, impliquant une création monétaire partagée. Ainsi, des actions pour un nouveau type de financement, par exemple *via* un fonds public alimenté par des banques, pris au niveau national ou par un groupe de pays, pourraient ouvrir la voie.

Ce serait un pas vers une véritable monnaie commune – et solidaire... pour l'écologie en tant que composante d'un bon développement humain, et en tant que bien commun mondial... parmi d'autres !

1. United nation climate convention on climate change, en français CNUCC, qui pilote les COP et le GIEC.

# XII. Appel d'économistes et d'écologistes

## Pour une révolution des financements internationaux pour le climat

*Cet appel a été lancé à l'occasion de la rencontre des 6 et 7 novembre 2025 précédant la COP30 de Belém. Il est maintenant à la disposition de toutes les forces, de toutes celles et tous ceux qui, dans le monde, veulent agir pour surmonter les obstacles que la mondialisation capitaliste oppose à une action efficace pour combattre le réchauffement climatique et ses effets.*

À quelques jours de l'ouverture de la COP 30 à Belém, nous, économistes, écologistes, membres de mouvements sociaux, de syndicats, de partis politiques, et intellectuels engagés de 11 pays du Sud comme du Nord lançons cet appel pour exiger **une refonte radicale du système financier international au service du défi climatique.**

**F**ace à l'urgence, les réponses actuelles sont tragiquement insuffisantes.

Les besoins de financement sont estimés entre 4500 et 7000 milliards de dollars par an pendant 20 ans<sup>1</sup>. Or les engagements actuels se limitent à un objectif de 300 milliards de dollars d'ici 10 ans – une fraction dérisoire.

Le cadre de discussion oppose artificiellement les peuples du « Nord » à ceux du « Sud », occultant l'ampleur des besoins partout dans le monde et permettant aux multinationales de se soustraire à leurs responsabilités.

Actuellement, on s'en remet soit aux marchés financiers qui reposent sur des critères d'accumulation du capital et de rentabilité financière à l'opposé des objectifs climatiques, soit à des apports publics minimes, prélevés souvent sur le dos des couches moyennes et populaires.

Le système financier international public actuel est conçu autour du FMI et de la Banque mondiale à partir d'une logique de rentabilité du capital et pour organiser l'hégémonie du dollar des États-Unis qui y détiennent un droit de veto de fait. Il conditionne ses financements à des « plans d'ajustement structurels » qui mettent à mal les pays. Il ne

facilite nullement la transition écologique et le financement des services publics dans les pays, même aux États-Unis. Mais il est mis hors champ et son rôle n'est pas discuté alors que, vu l'ampleur des montants nécessaires et la dimension mondiale des enjeux, sa mobilisation, son fonctionnement et les critères qu'il utilise sont au cœur du problème.

**N**os exigences

Nous réclamons **une création monétaire internationale massive**, en particulier *via* des Droits de tirage spéciaux (DTS) dans un panier de monnaies, à taux très bas, proche de 0 %, dédiée au financement de la réponse au défi climatique – atténuation et adaptation au changement climatique – selon trois principes indissociables :

– Équité géographique dans l'allocation des fonds, au bénéfice de tous les peuples.

– Contrôle démocratique des processus d'attribution et de l'utilisation des fonds.

– Critères d'utilisation clairs et contraignants, libérés des conditionnalités néolibérales.

Cela pourrait passer par un Fonds climat financé par cette création monétaire à taux très bas, démocratiquement administré, fonctionnant sur ces critères clairs, pouvant être interpellé et « saisi » par les habitants et travailleurs. Ces à l'appui de projets précis ou pour contester une utilisation des fonds par les multinationales ou par les États non conforme aux engagements pris.

Cette mise en place d'un début de monnaie mondiale commune pour le climat participerait d'une **transformation pro-**

fonde du système financier mondial vers une finance juste, démocratique et efficace, socialement, écologiquement et économiquement.

## La visée

Il faut un tout autre système productif et changer les modes de consommation.

Les entreprises doivent réaliser des investissements matériels d'un nouveau type : visant la diminution drastique des émissions de CO<sub>2</sub> (voire la neutralité carbone) et porteurs de créations d'emploi efficaces et de qualité.

Il faut, dans le même temps, un effort planétaire de formation professionnelle et culturel pour la reconversion écologique, ainsi qu'un financement massif des services publics (transports publics, eau, forêts, protection sociale, éducation, recherche...).

C'est à cela que doit contribuer un autre système de financement international. Il ne s'agit pas seulement de transferts entre États mais d'un combat commun des peuples et des nations contre un système d'accumulation du capital, prédateur et climaticide et pour une utilisation de l'argent au service du vivant.

## Le chemin

Face au blocage mondial, notamment par le gouvernement des États-Unis qui nie l'enjeu climatique, une étape d'expérimentation vers cette visée pourrait être la mise en place dès à présent d'un Fonds climat spécifique, entre certains pays non négationnistes du défi climatique à condition qu'il fonctionne selon les principes énoncés ci-dessus.

Notre engagement :

À l'occasion de notre événement des 6 et 7 novembre à Belém, co-organisé par l'association Option Brésil, la revue Économie & Politique et l'IPEASA (Institut de recherche et d'études culturelles et environnementales de l'Amazonie), nous voulons :

- Populariser cet appel international exigeant que la COP 30 place la création monétaire au cœur des solutions.
- Construire un réseau international pérenne d'acteurs engagés pour porter ce combat.
- Montrer la convergence des luttes entre Nord et Sud, entre intellectuels et mouvements sociaux.

\*

Le temps n'est plus aux demi-mesures. Nous appelons les dirigeants réunis à la COP30 à prendre des engagements historiques : pour un financement à la hauteur des besoins, pour un système financier transformé au service des peuples et du climat.

Belém, le 7 novembre 2025

1. L'estimation GIEC de 4,5% du PIB mondial donne 4 500 milliards de dollars en investissements (CNUCC 2024). Il faudrait ajouter les nécessaires dépenses humaines de services publics, de formation et de protection sociale pour la transition qu'on peut évaluer à 2 500 milliards de dollars, d'où le total de 7 000 milliards de dollars. À présent la COP révisé ces besoins à 1 300 milliards d'euros.

**Rencontre internationale de Belém  
Brésil**

**Financement de la transition écologique :  
changer pour relever le défi climatique**

**COP30  
BRASIL**

**6 et 7 novembre 2025**

*Campus Alcindo Cacela, Universidade da Amazônia, Belém, Para*

Option Brésil | ÉCONOMIE & POLITIQUE | CUIA PARA | IPEASA